

Patrick Margaté
15 décembre 2014

De quoi sont faites ces crises et ces guerres qui traversent aujourd'hui le Moyen-Orient et qui parviennent à un tel point d'aiguïsement que la question même de l'existence d'Etats est posée ?

Quelle est la part des raisons qui tiennent aux politiques intérieures de ces pays qui se mêlent et interfèrent avec les interventions étrangères ?

En quoi cette région représente un enjeu stratégique tel que les puissances régionales et mondiales ne cessent de tenter d'influer, d'intervenir, de nouer des alliances, qui constituent autant de facteurs de tensions nouvelles ?

Comment expliquer que le « religieux » soit devenu un facteur aussi majeur pour déboucher sur la constitution de groupes armés, d'une puissance telle qu'elle mette les Etats en danger ?

Quelle vision ont les puissances occidentales des Etats-Unis, la France et l'Angleterre, mais aussi la Russie et l'Iran, de leurs intérêts au Moyen-Orient ?

Que faire enfin pour que ces peuples qui, pour certains, connaissent la guerre depuis 30 ans, puissent vivre en paix, construire des régimes démocratiques et se développer en profitant de leurs richesses ?

S'attaquer à ces questions, aux évolutions en cours, demande à la fois de la modestie et de la prudence pour éviter de tomber dans le schématisme ou de jouer les prophètes.

Il n'en reste pas moins que cette région concentre aujourd'hui tous les regards et les esprits, nous bouleversent à la vision des drames humains qu'elle révèle, nous glacent d'horreur à la vie de crimes, nous interrogent sur le rôle des Etats occidentaux et nous interpellent sur les solutions...

Soyons francs. Personne n'est en mesure de savoir ce qu'il en sera demain au Moyen-Orient.

C'est la seule région du monde qui présente autant d'incertitudes... et bien malin celui qui pourrait envisager le cours des événements à venir...

A défaut, revenons à tenter de comprendre pourquoi les choses en sont arrivées là. Où se situent les responsables de cette situation et quelles pistes explorer pour permettre à ces peuples de respirer en paix et de pouvoir se construire, eux-mêmes, leur avenir ?

A l'origine de ces pays qui forment le Moyen-Orient, on trouve les fameux accords Sykes-Picot, chacun ministre des affaires étrangères anglais et français, qui dessinent des frontières de nouveaux pays, sur les décombres de l'empire ottoman, un des vaincus de la guerre 1914-18.

Ces accords, ratifiés à San Remo par la Société des Nations en 1920, prévoient de donner à la France, comme puissance mandataire, le Liban et la Syrie, et à l'Angleterre, l'Irak, le Koweït, la Palestine et la Jordanie.

Ces accords violaient les engagements pris par les alliés, notamment les Anglais, de confier les futurs Etats, issus du démembrement de l'empire ottoman aux forces arabes qui les avaient combattu...

Cet échafaudage est demeuré en grande partie intact pendant presque un siècle, facilitant le développement d'identités politiques distinctes, en Syrie, en Irak, en Jordanie, sans être exclusives, et à des degrés divers en Arabie saoudite et dans les pays du Golfe.

Toutefois, « le péché originel » dans la naissance de ces pays, de par « la trahison » de la parole donnée, va susciter des mouvements nationalistes face aux nouvelles puissances coloniales, des résistances face aux régimes en place, ces derniers jouant sur le confessionnalisme pour combattre nationalistes et progressistes, phénomène qui va resurgir comme on le voit aujourd'hui.

Autre grands « oubliés », les Kurdes dans les accords Sykes-Picot, qui seront « éparpillés » entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, et feront l'objet en permanence de discriminations, d'humiliations, quand cela ne sera pas des répressions féroces.

Les nouvelles frontières de ces pays sont donc tracées au bon vouloir des grandes puissances impérialistes du moment, selon leurs intérêts stratégiques, qui trouvent ainsi l'occasion d'étendre leur empire dans cette région pleine d'avenir de par ses richesses et l'absence de pouvoirs constitués.

Comme on le voit, la « création » de ces Etats s'est réalisée contre et sans l'avis de leurs peuples. A leur fragilité, du fait de leur absence de légitimité, vont s'ajouter, au fil des années, les incessantes ingérences avant, pendant et après leur indépendance à venir.

Il ne s'agit pas d'oublier un nouvel acteur dans cette région : les Etats-Unis, nouvelle et jeune puissance mondiale, sortie victorieuse de la guerre, elle cherche à prendre place dans cette région qui regorge de pétrole pour assurer son propre développement et sa domination.

Elle va donc exiger d'avoir sa part dans la répartition du « gâteau d'or noir » par le biais de leurs compagnies pétrolières.

Par ailleurs, les Etats-Unis développent une théorie novatrice, celle de l'autodétermination des peuples, visant à terme à écarter les anciennes puissances coloniales, comme l'Angleterre et la France.

Ce sera fait, lors de la crise du Canal de Suez en 1956, où on assiste au passage de flambeau entre anciennes et nouvelles puissances impérialistes et où les USA consacrent leur présence sur la région.

Les accords Sykes-Picot scellent donc l'acte de naissance de ces pays. Ils vont connaître les décennies suivantes des régimes monarchiques qui vont, pour l'essentiel, s'appuyer sur le confessionnalisme en privilégiant les élites dirigeantes sunnites, avec l'appui des puissances mandataires et la répression contre les forces progressistes naissantes.

Ces pays connaîtront la période de décolonisation avec des processus révolutionnaires qui vont chasser les monarchies en place comme en Irak, en Egypte, en Syrie, et vont s'installer des systèmes de parti unique, le bassisme, nationalisme laïc et anti-communiste.

Cette région va traverser la période de la guerre froide et va devenir un enjeu de la confrontation entre les deux grands, Etats-Unis et Union soviétique pour s'assurer alliés et zone d'influence. Les USA pourront compter sur 4 alliés sûrs : Turquie, membre de l'OTAN en 1952, Israël dès 1948, Arabie saoudite en 1945 et l'Iran du Shah jusqu'en 1979.

Du côté soviétique, les choses seront plus fluctuantes et les alliances plus circonstancielles.

L'année 1979 va bousculer la donne. Il se déroule en effet deux événements majeurs : la Révolution islamique en Iran et l'intervention soviétique en Afghanistan qui vont être considérées par les USA comme deux menaces sur l'équilibre des forces de la région et leurs intérêts.

Comme on le voit, 40 ans après les accords Sykes-Picot, cette région va encore être bouleversée et soumise aux épisodes de luttes d'influence de puissances étrangères, guidées par leurs seuls intérêts...

Les années 80 vont connaître la guerre terrible Iran/Irak, alimentée par les Occidentaux, l'Irak encouragé et soutenu par les pays du Golfe, en sortira épuisé et en faillite, à la grande satisfaction du gouvernement israélien.

Une guerre de 10 ans sans vainqueur, mais qui aura fait 600 000 morts !

Une fois encore, la région va connaître de nouveaux conflits, la 1ère guerre du Golfe après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1991.

L'embargo qui va s'en suivre fera des centaines de milliers de morts dans les populations civiles irakiennes, la 2^e guerre du Golfe, au nom de la lutte contre le terrorisme en 2003 sous l'ère Bush. Les Etats-Unis ne rapatrieront leurs soldats que 8 ans plus tard, après avoir dû faire face à la résistance armée, guerre civile entre sunnites et chiïtes, et installer une Constitution sur des bases ethniques et confessionnelles.

Cette dernière a configuré un Irak qui porte en germe les événements actuels : les sunnites sont discriminés, face à un régime composé sur des bases confessionnelles chiïtes et ethniques. Le terreau était prêt pour l'explosion actuelle.

Cette Constitution annonce une vision d'un Irak divisé, avec un Etat affaibli, qui ne puisse plus jamais représenter une menace pour les pays occidentaux, dont les USA et Israël... et où les forces progressistes se trouvent prises au piège des courants communautaires.

L'Irak pourrait constituer le laboratoire d'une recombinaison à venir afin de permettre aux USA de perpétuer sa domination sur la région.

Entretemps, nous assistons à un nouvel épisode qui va constituer un événement historique pour ces pays. Celui de soulèvements populaires contre les dirigeants et qui vont s'étendre jusque dans les pays du Golfe. En Syrie, la militarisation et l'internationalisation par le régime va transformer ce soulèvement en véritable guerre civile et religieuse, à ce qui était au départ un mouvement populaire pour des réformes démocratiques et sociales.

Quant au Bahreïn et au Yémen, l'Arabie saoudite veillera, forces armées à l'appui, à ce que ces pays voisins rentrent dans le rang et ne puissent s'exercer en aucune façon à une expérience démocratique trop dangereuse pour elle-même.

Ces soulèvements populaires constituent le signe d'un rejet profond des régimes en place, issus de la période de décolonisation, devenus autoritaires et dictatoriaux, ayant perdu toute légitimité.

Toutefois, ces révolutions se heurtent à la fois à la résistance des tenants des anciens régimes, à la tentative de récupération par les partis islamiques, le tout étant observé et guidé par les puissances occidentales qui cherchent à préserver et pérenniser leurs intérêts stratégiques dans la région et construire des alliances avec les nouveaux dirigeants. Ces intérêts stratégiques touchent à la fois la sécurité énergétique, celle d'Israël, la lutte contre le terrorisme et la maîtrise des flux migratoires...

D'où l'objectif d'intégrer les dirigeants politiques de ces pays à leur projet politique.

Il en est ainsi du nouveau rôle de l'OTAN chargé d'assurer « sécurité et stabilité » de la région Méditerranée en y associant dès 1994 plusieurs pays arabes dont la Jordanie et l'Egypte et non arabe comme Israël. L'Irak étant déjà sous le contrôle américain et les pays du Golfe des alliés sûrs. La Syrie et le Liban seront plus réticents à cette intégration pro-occidentale.

Comment maîtriser cette région a toujours été un objectif stratégique pour les pays occidentaux.

On l'a vu dès la naissance en 1921 et cela ne cessera pas depuis au fil des périodes historiques et des conflits...

Mais ce découpage colonial des années 20 et les efforts permanents de placer ces pays sous contrôle se sont accompagnés de visions plus globales.

Ainsi, en 2004, le G8 adopte un projet, le « Grand Moyen-Orient »/GMO qui fixe un certain nombre d'objectifs politiques, financiers, économiques et sociétaux pour les pays de la région censés les faire rentrer dans la mondialisation libérale.

Le modèle occidental est relancé, porteur d'une nouvelle civilisation. Les néo-conservateurs américains n'ont jamais cessé de se référer à cet objectif et des dirigeants français, de Sarkozy à aujourd'hui, ont emboîté leurs pas. Casser l'arc chiite Hezbollah/Irak/Syrie/Iran restant l'objectif central.

Aujourd'hui, les peuples de cette région recueillent les fruits amers d'un destin qui leur a toujours échappé.

Le peuple palestinien en est l'exemple le plus démonstratif, de la domination d'un peuple par un Etat colonial, sous protection américaine.

C'est aussi le cas aujourd'hui avec la montée en puissance de l'État islamique, qui, de par leur présence en Irak et en Syrie, bouleverse la donne régionale.

Un sérieux risque de partition de l'Irak existe. Ces groupes armés sont, en quelque sorte, les « enfants-monstres » d'une politique qui favorise le communautarisme religieux, renforcé par un discours radical, a fait écho à la détresse des populations victimes de discriminations et d'humiliations.

Fort de ses alliés turcs et d'Arabie saoudite, l'EI s'est implanté dans des zones désertiques à proximité des gisements pétroliers, générant des royalties, le nerf de la guerre. La montée du

sectarisme, de la rivalité sunnite-chiite, s'ajoutaient aux facteurs de tensions. Ce retournement de situation place en porte à faux l'Arabie saoudite, bailleur de fonds des groupes armés qui pourrait pâtir de ces débordements.

Cette situation provoque des répercussions au Liban et en Jordanie sous menace de conflits confessionnels généralisés.

"Comment sortir de cette spirale...."

George Corm, citoyen libanais, essayiste, économiste, avance quelques principes pour ouvrir une voie.

Il s'agit pour lui, qu'aucun Etat ne puisse parler au nom d'une religion quelle qu'elle soit, afin d'en finir avec leur instrumentalisation à des fins politiques.

Ensuite, selon lui, la Méditerranée doit revenir aux méditerranéens.

Dit autrement, mettre un terme aux ingérences étrangères, aux politiques de puissances interventionnistes, qui sont autant de facteurs de crises.

Il s'agit pour cela de replacer l'ONU au coeur de solutions politiques, poursuit-il, associant tous les partenaires régionaux.

Il précise qu'il s'agit d'en finir avec l'instrumentalisation de l'ONU, au service des plus grandes puissances, comme les Etats-Unis.

Il en est de même avec le système des "deux poids deux mesures" qui sévit dans la région et qui fait perdre beaucoup de crédibilité aux discours bien rodés de la défense des droits de l'Homme, à géométrie variable."

Ainsi, quelles seront les suites du rapport d'Amnestie International sur les crimes contre l'Humanité imputés à Israël lors de l'agression contre Gaza en juillet 2014.

Enfin, George Corm termine sur ce qu'il appelle les « universaux », les grands principes universels qui permettent de vivre ensemble, quelle que soit sa religion, ses choix individuels, dans le respect et la tolérance de chacun.

Pour mettre en œuvre cette vision d'un Moyen-Orient apaisé, il s'agit de saisir toutes les opportunités de faire baisser les tensions.

Il en est ainsi des discussions entre l'Iran et les 5 + 1, pays membres permanents du Conseil de Sécurité et l'Allemagne sur le supposé programme nucléaire militaire iranien. L'accord préliminaire obtenu et la décision de poursuivre les discussions sont encourageants. Sans aucun doute, si un accord définitif survenait, pourrait s'ouvrir une fenêtre pour un possible accord politique pour sortir de la guerre en Syrie, détendre les rapports avec les pays du Golfe.

Ce serait aussi une première étape dans la dénucléarisation de la région, objectif validé par l'Assemblée générale de l'ONU et de l'AIEA. A cet égard, Israël, qui possède plusieurs centaines de têtes nucléaires, ne pourra plus être toujours tenue à l'écart de cette exigence.

Puisque la prévention des conflits fait partie de la Charte de l'ONU, adoptée il y aura 70 ans, la tenue d'une conférence internationale ne s'impose-t-elle pas en 2015 ?

Préparée par les contacts nécessaires avec les différents Etats, l'objectif de cette conférence pourrait être d'assurer le maintien de l'intégrité territoriale de chaque Etat, élaborer des projets de développement, dans un cadre inclusif et démocratique avec un partage harmonieux de la rente pétrolière. La France, à cet égard, a un grand rôle à jouer.

Inévitablement, cela l'entraînera à modifier sa politique dans la région et son alignement, doublé de concurrence et de surenchère avec l'allié américain, joue contre la paix et nos intérêts dans la région.

La politique de force comme en Libye, la recherche à tout prix de solutions militaires comme en Syrie, pour résoudre un problème aux répercussions géopolitiques complexes, les freins mis dans les négociations avec l'Iran, et enfin le soutien à la politique d'Israël, constituent autant de choix qui attisent les facteurs de tensions et éloignent la recherche de solutions politiques.

Ceci ne doit rien au hasard.

Les autorités françaises, convaincues d'un désengagement américain de la région au profit de l'Asie, considèrent dans leur rôle d'en prendre la relève et d'être la première puissance régionale occidentale.

C'est en fait toute la bande de l'Ouest africain, en passant par le Sahel jusqu'au Moyen-Orient, qui deviendrait une zone d'influence française, comme au bon vieux temps des colonies, sous contrôle de l'OTAN. Le livre blanc sur la Défense 2013 se fixe cet objectif.

Le Moyen-Orient n'a rien à gagner à ces ambitions néo-impériales pour vendre des avions ou avoir recours à des financements de pétro-monarchies, liant notre pays à des régimes à l'opposé de nos valeurs démocratiques.

La course à la puissance dans cette région entraîne plusieurs pays à jouer les apprentis sorciers... de la Turquie à l'Iran, en passant par l'Egypte à l'Arabie saoudite et Israël.

Avec chacun de ces pays, sauf l'Iran, la France a des accords politiques, économiques, militaires.

Que n'use-t-elle pas de son influence pour contribuer à faire baisser les tensions, à aider l'ONU à jouer son rôle, afin que cette région puisse commencer à connaître un début de paix, dans le respect, la dignité.

Que la France mette un terme à sa participation au commandement unifié de l'OTAN constituerait une avancée significative, pour jouer un nouveau rôle dans la région si attendu.

Comme on le voit, cette région du Moyen-Orient reste le centre de multiples convoitises et source de conflits, chaque puissance tentant d'imposer sa propre vision.

Une stabilité véritable serait d'en terminer avec cette vision hégémonique et prédatrice sur cette région, et laisser les peuples décider librement de leur avenir, dans le cadre des Etats actuels si tel est leur choix.